

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1642

7 juin 2016

SOMMAIRE

AMC Luxembourg S.A.	78770	Global Sales Luxembourg S.A.	78782
Aster China Tech S.C.S.p.	78771	GreenOak Spain Investments S.à.r.l.	78783
AV Alzette S.A.	78772	Highstreet FinCo I S.à r.l.	78804
BAMY Netto-Syst S.à r.l.	78776	HPS Red Cedar Lux S.à r.l. II	78794
BAMY Netto-Syst S.à r.l.	78772	Idem Luxembourg (No.8)	78783
BCC Eiffel S.à r.l.	78777	Idem Luxembourg (No. 9)	78784
BDK Financial Group S.A.	78777	Ital Property Limited S.à r.l.	78784
Beach S.A.	78777	Kaya S.à r.l.	78807
Bluewater Investment	78777	Kensington UK Office (Glasgow) S.à r.l.	78814
Bon Ton S.à r.l.	78778	KMU Portfolio S.A.	78784
Braveza Investments	78778	Kyritz Ueckermunde S.à r.l.	78784
Breuer Tax & Accounting S.à r.l.	78773	Libra Luxembourg S.à r.l.	78785
British American Tobacco Brands (Switzer- land) Limited	78776	Lions Grave S.à r.l.	78785
CitCor Residential Holdings S.à r.l.	78778	Luno S.A.	78785
Compagnie de Développement des Médias S.A.	78780	Luvanis S.A.	78786
DermaClip International	78786	Spotify Technology S.A.	78783
Flodrive UK V Property 1 S.à r.l.	78780	Stanka S.à r.l.	78783
		SVL-Lux Real Estate Invest SCS	78778

AMC Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-7521 Mersch, 22, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 130.997.

L'an deux mille seize, le seizième jour du mois de mars.

Par devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «AMC LUXEMBOURG S.A.», ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 2, Rue de Bitbourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.997, constituée par-devant Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, suivant acte reçu le 26 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2164 du 2 octobre 2007, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Emile Schlessler, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 12 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 953 du 6 mai 2010 (la "Société").

L'assemblée est présidée par Monsieur Daniel Reding, demeurant professionnellement à 53 Avenue J.-F. Kennedy L-9053 Ettelbruck.

Le président désigne comme secrétaire Marco FIEGER, demeurant professionnellement à 53 Avenue J.-F. Kennedy L-9053 Ettelbruck.

L'assemblée choisit comme scrutateur Daniel REDING, demeurant professionnellement à 53 Avenue J.-F. Kennedy L-9053 Ettelbruck.

Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont indiqués sur une liste de présence signée par les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés, signées «ne varietur» par les membres du bureau comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. Que toutes les dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social, étant présentes ou représentées à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente Assemblée Générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de l'adresse actuelle L-1273 Luxembourg, 2, Rue de Bitbourg à l'adresse suivante L-7521 Mersch, 22, rue des Champs et modification subséquente du de l'article 2 des statuts de la Société;

2. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, après délibération, cette dernière prend à l'unanimité des voix dans chaque catégorie d'actions les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle de L-1273 Luxembourg, 2, Rue de Bitbourg à l'adresse suivante L-7521 Mersch, 22, rue des Champs et de modifier par conséquent l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. «Le siège de la Société est établi dans la commune de Mersch.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la même commune par une décision du conseil d'administration, et à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.»

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, la séance est levée.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunération ou charges, quelle que soit leur forme, seront payés par la Société ou qui lui seront imputés en rapport avec sa reclassification du capital social au taux fixe d'enregistrement de la perception fiscale sont estimés à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux Membres du Bureau, connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: D. REDING, M. FIEGER, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/9076. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 29 mars 2016.

Référence de publication: 2016085113/71.

(160052757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Aster China Tech S.C.S.p, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 204.960.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un «Limited Partnership Agreement», en date du 3 mars 2016, qu'il a été constitué une «société en commandite spéciale» entre:

Associés:

Aster China Tech GP S.à r.l., société à responsabilité limitée) une société constituée selon le droit du Luxembourg, avec un capital de douze mille cinq cents Euros (EUR 12,500.-), ayant son siège social à 412F, route d'Esch, L-2086, Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au registre de commerce de Luxembourg (l'Associé Commandité); et

Aster Capital Partners SAS, une société par actions simplifiée, constituée sous le droit Français le 31 octobre 1997, avec un capital de huit cent vingt-huit mille sept cent quatre-vingt-quatre Euros (EUR 828,784.-), ayant son siège social à 7 boulevard Malesherbes 75008 Paris, France et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 414 286 567 (L'Associé Commanditaire).

Dénomination. La société a pris la dénomination de «ASTER CHINA TECH S.C.Sp».

Objet. L'objet social de la Société consiste à agir en tant qu'actionnaire commandité et seul actionnaire avec une responsabilité illimitée de China Tech SICAV-SIF (Le «Fonds», une société en commandite spéciale, qualifiée de société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé régie par la loi luxembourgeoise du 13 février 2007 relative à la loi sur les fonds d'investissement spécialisé, modifié, qui sera établi selon les lois du Luxembourg, elle aura également pour objet l'acquisition et la détention de participation(s) dans le Fonds.

La Société peut exercer toute activité commerciale ou financière qu'elle estimera utile pour la réalisation de son objet.

Siège. Le siège de la société est établi à 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand- Duché de Luxembourg.

Gérant. Est nommé Associé Commandité (Gérant) pour une durée indéterminée:

- Aster China Tech GP S.à r.l., prénommée avec le régime de signature statutaire suivant:

La Société sera engagée par la signature individuelle:

- De l'Associé Commandité (Gérant), agissant par tous représentants légaux.

- Toute(s) autre(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs spéciaux ont été délégués par l'Associé Commandité.

Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2016.

Référence de publication: 2016085117/35.

(160052497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

AV Alzette S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 60.251.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 31 Mars 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme AV ALZETTE, dont le siège social à L-1750 Luxembourg, 81, avenue Victor Hugo et a mis les frais à la charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Virginie Leroy

Le liquidateur

Référence de publication: 2016085119/14.

(160052944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

BAMY Netto-Syst S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8077 Bertrange, 259A, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 99.649.

Im Jahre zweitausendsechszehn, den einundzwanzigsten März;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

SIND ERSCHIENEN:

1. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Schnell - Fein - Building - Service, S.à r.l.", mit Sitz in L-5884 Howald, 294, route de Thionville, eingetragen in Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 16342, vertreten durch den Geschäftsführer Herrn Bernhard WEISHAUPT.

2. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung PSL PERSONALSERVICELEISTUNGEN UND GEBÄUDEMANAGEMENT GmbH, mit Sitz in D-66113 Saarbrücken, Ahrstrasse 3, eingetragen im Handelsregister Saarbrücken unter der Nummer HRB 11.681, vertreten durch den Geschäftsführer Frau Yvonne SCHNEIDER.

3. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung Gemis Gesellschaft für Gebäudemanagement und Industrieservice GmbH, mit Sitz in D-66113 Saarbrücken, Ahrstrasse 3, eingetragen im Handelsregister Saarbrücken unter der Nummer HRB 11.961, vertreten durch die Geschäftsführer, Frau Yvonne SCHNEIDER und Herrn Bernhard WEISHAUPT.

4. Herr Amir CIVIC, Technischer Direktor, geboren in Tuzla (Bosnien-Herzegowina) am 8. November 1970, wohnhaft in L-3327 Crauthem, 10, rue de Hellange,

5. Herr Bernhard WEISHAUPT, Gebäude-reinigermeister und Kaufmann, wohnhaft in D-66333 Völklingen, Gerhardsstrasse 66, und

6. Frau Yvonne SCHNEIDER, Geschäftsführerin, geboren in Bingen (Deutschland) am 13. Dezember 1956, wohnhaft in D-66113 Saarbrücken, Ahrstrasse, 3.

Welche Komparenten den amtierenden Notar ersuchen folgendes zu beurkunden:

Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung "BAMY Netto-Syst s.à r.l.", mit Sitz in L-1217 Luxemburg-Beggen, 12, rue de Bastogne, eingetragen in Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 99649 (die "Gesellschaft"), gegründet wurde gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Joseph ELVINGER, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg, am 26. Januar 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 476 vom 6. Mai 2004. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 28. August 2008 gemäß einer Urkunde des Notars Léon Thomas genannt Tom METZLER, dem damaligen Amtssitz in Luxemburg, abgeändert, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2592 vom 23. Oktober 2008.

- Dass die Komparenten erklären die einzigen Gesellschafter der Gesellschaft zu sein und dass sie den amtierenden Notar ersuchen, den von ihnen in außerordentlicher Generalversammlung gefassten Beschlüsse zu dokumentieren wie folgt:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Gesellschaftssitz von L-1217 Luxemburg-Beggen, 12, rue de Bastogne nach L-8077 Bertrange, 259A, rue de Luxembourg, zu verlegen und dementsprechend den ersten Absatz von Artikel 5 der Satzungen abzuändern wie folgt:

"Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Bertrange (Großherzogtum Luxemburg)."

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 6 der Satzungen abzuändern wie folgt:

"Das Gesellschaftskapital beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-), eingeteilt in einhundert (100) Anteile von je zweihundertfünfzig Euro (EUR 250,-)."

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr neunhundert Euro (EUR 900,-) abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben zusammen mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: B. WEISHAUP, Y. SCHNEIDER, A. CIVIC, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 22 mars 2016. 2LAC/2016/6257. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Référence de publication: 2016085135/57.

(160052489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Breuer Tax & Accounting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 204.969.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendsechzehn.

Den vierzehnten März.

Vor dem unterzeichnenden Notar Jacques CASTEL, mit dem Amtswohnsitz zu Grevenmacher.

Ist erschienen:

- Herr Jakob BREUER, Expert-Comptable und Steuerberater, wohnhaft in D-54290 Trier, Euchariusstraße 6.

Der Erschienene ersucht den unterzeichnenden Notar, die Satzung einer zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Bezeichnung der Gesellschaft. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung "Breuer Tax & Accounting S.à r.l.". Allgemeinübliche Abkürzungen sind: „Breuer Tax“ und „B Tax“.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Niederanven. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Gegenstand der Gesellschaft.

(1) Gegenstand der Gesellschaft sind die Vorbehalts- und vereinbarten Tätigkeiten im Sinne des Art. 1 des Loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable (Gesetz vom 10. Juni 1999 über die Organisation des Berufs des Expert-Comptable). Die Gesellschaft darf Zweigniederlassungen auf dem Gebiet des Großherzogtums Luxemburg errichten.

(2) Gegenstand der Gesellschaft sind ferner entsprechende oder vergleichbare (grenzüberschreitende) Tätigkeiten auf Grundlage der Richtlinie 2005/36/EG über die Anerkennung von Berufsqualifikationen, der Richtlinie 2006/123/EG über Dienstleistungen im Binnenmarkt sowie gegebenenfalls weiterer anwendbarer Vorschriften beziehungsweise nachfolgender Regulierungen in der jeweils gültigen Fassung. Die Gesellschaft darf zu diesem Zweck Zweigniederlassungen im Ausland errichten. Voraussetzung für die in diesem Absatz beschriebenen Tätigkeiten ist, dass die anwendbaren niederlassungs- und berufsrechtlichen Vorschriften erfüllt, die notwendigen Meldungen erfolgt sowie notwendige Genehmigungen und Anerkennungen erteilt worden sind.

(3) Tätigkeiten, die mit dem Beruf des Expert-Comptable sowie des deutschen Steuerberaters unvereinbar sind, insbesondere gewerbliche Tätigkeiten, sind ausgeschlossen.

Art. 4. Dauer der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 5. Gesellschaftskapital, Geschäftsanteile und Stimmrechte.

(1) Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- €).

(2) Das Gesellschaftskapital ist in zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile von je einem Euro (1.- €) eingeteilt.

(3) Jeder Geschäftsanteil gewährt eine Stimme. Die Stimmrechte dürfen nicht übertragen werden.

Art. 6. Halten und Übertragen von Geschäftsanteilen.

(1) Die Geschäftsanteile müssen mehrheitlich von natürlichen Personen gehalten werden, die die Voraussetzungen des Art. 10 § 4 b) des Loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable erfüllen. Sie dürfen darüber hinaus nur durch natürliche Personen gehalten werden, die als deutsche Steuerberater bestellt sind oder werden. Geschäftsanteile dürfen nicht für Rechnung Dritter gehalten werden.

(2) Geschäftsanteile können zwischen Gesellschaftern oder auf Nichtgesellschafter nur übertragen werden, sofern dies nicht zu einem Verstoß gegen die im ersten Absatz genannten Voraussetzungen führt und die Gesellschafterversammlung der Übertragung zustimmt. Gleiches gilt für die Ausgabe neuer Geschäftsanteile. Im Todesfall können die Geschäftsanteile nur mit der Zustimmung der überlebenden Gesellschafter an Nichtgesellschafter übertragen werden.

(3) Erfüllt ein Gesellschafter nicht nur vorübergehend nicht mehr die im ersten Absatz genannten Voraussetzungen, kann er seine Stimmrechte nicht ausüben. Sind die Voraussetzungen dauerhaft nicht mehr erfüllt, sollen die Gesellschafter eine Übertragung der betroffenen Geschäftsanteile auf die übrigen Gesellschafter anstreben. Gelingt eine solche Übertragung nicht, so kann die Gesellschaft die betroffenen Geschäftsanteile gegen eine angemessene Abfindung, die die Gründe für den Verlust der Haltevoraussetzungen berücksichtigt, einziehen.

Art. 7. Gesellschafterversammlung und Beschlussfassung.

(1) Die Gesellschafterversammlung ist von der Geschäftsführung einzuberufen. Werden alle Geschäftsanteile durch einen Gesellschafter alleine gehalten, so kann auch dieser die Gesellschafterversammlung einberufen. Sie kann zudem von Gesellschaftern einberufen werden, wenn sie alleine oder gemeinsam mindestens fünfzig Prozent der Geschäftsanteile halten.

(2) Werden die Geschäftsanteile von mehr als einem Gesellschafter gehalten, so beträgt die Frist zur Einberufung zwei Wochen. Mit der Ladung zur Gesellschafterversammlung soll eine Tagesordnung betreffend die Punkte bekannt gegeben werden, über die beschlossen werden soll. Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn zumindest fünfzig Prozent des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Kommt eine beschlussfähige Gesellschafterversammlung nicht zu Stande, so ist eine Gesellschafterversammlung erneut mit Frist von vier Wochen per eingeschriebenem Brief einzuberufen. Die so einberufene Gesellschafterversammlung ist unabhängig von der Höhe des dann vertretenen Gesellschaftskapitals beschlussfähig. Sofern die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig nicht übersteigt, können die Gesellschafter einstimmig auf die Formen und Fristen der Einberufung der Gesellschafterversammlung verzichten.

(3) Beschlüsse werden grundsätzlich mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Beschlüsse sollen schriftlich dokumentiert werden.

(4) Gesellschafter dürfen sich bei der Gesellschafterversammlung nur durch von diesen bevollmächtigen Experts-Comptables, deutschen Steuerberatern sowie von luxemburgischen oder deutschen Rechtsanwälten vertreten lassen.

(5) Eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung bedarf es nur:

- sofern gesetzlich vorgeschrieben oder durch die Satzung vorgesehen, insbesondere Satzungsänderungen selbst,
- zur Bestellung von Geschäftsführern oder sonstiger Vertretungsermächtigungen sowie zur Entziehung von Geschäftsführer- und Vertretungsbefugnissen,
- zur Aufnahme neuer Gesellschafter,
- zur Veräußerung des Geschäftsbetriebs, der Auflösung der Gesellschaft oder vergleichbarer Vorgänge,
- zur Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Entlastung der Geschäftsführer für das betreffende Geschäftsjahr,
- für außergewöhnliche Geschäfte, die sich nicht auf Handlungen erstrecken, die der gewöhnliche Betrieb der Gesellschaft mit sich bringt.

Art. 8. Geschäftsführung und Vertretung.

(1) Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden. Geschäftsführer müssen natürliche Personen sein, die mehrheitlich die Voraussetzungen des Art. 10 § 4 a) des Loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable erfüllen. Geschäftsführer dürfen darüber hinaus nur natürliche Personen sein, die als deutsche Steuerberater bestellt sind oder werden.

(2) Sind die im vorstehenden Absatz genannten Voraussetzungen nicht mehr erfüllt, hat die Gesellschafterversammlung durch Beschluss die entsprechenden Voraussetzungen herzustellen. Kann bei der Willensbildung innerhalb der Geschäftsführung keine Einigkeit erzielt werden, sind die Stimmen der Personen im Sinne des Art. 10 § 4 a) des Loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ausschlaggebend. Kann auch dann keine Einigkeit erzielt werden, hat die Gesellschafterversammlung zu beschließen.

(3) Die Geschäftsführer führen die Geschäfte und vertreten die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich. Die Geschäftsführung sowie die Vertretung der Gesellschaft hat durch die im ersten Absatz genannten Personen verantwortlich zu erfolgen. Sie haben insbesondere auch für die Einhaltung der berufsrechtlichen Pflichten Sorge zu tragen. Geschäftsführer dürfen im Namen der Gesellschaft mit sich im eigenen Namen oder als Vertreter eines Dritten Rechtsgeschäfte vornehmen, die nicht zum Nachteil der Gesellschaft sind. Die Geschäftsführer können zudem mit Zustimmung der Ge-

sellschaferversammlung und Beachtung der niederlassungs- und berufsrechtlichen oder sonstigen Voraussetzungen jedweder Person, die nicht Mitglied der Geschäftsführung sein muss, jedwede Spezialvollmacht erteilen sowie Vertreter und Beauftragte ernennen und abberufen und deren Vergütung festsetzen.

(4) Die Gesellschaferversammlung bestimmt im Einzelnen die Befugnisse sowie die Beschränkung der Befugnisse der Geschäftsführer. Sie legt insbesondere die Vertretungs- und Zeichnungsbefugnis der Geschäftsführer gegenüber Dritten fest. Dabei hat sie die jeweiligen niederlassungs- und berufsrechtlichen oder sonstigen Voraussetzungen zu berücksichtigen. Unberührt bleiben hiervon etwaige Einsichts- und Informationsrechte der Geschäftsführer, soweit sie zur Wahrung der gesetzlichen Pflichten der Geschäftsführer notwendig sind.

(5) Bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft sind die Geschäftsführer nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 9. Beteiligung am Gewinn sowie am Liquidationserlös, Bildung der gesetzlichen Rücklage.

(1) Jeder Geschäftsanteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Gewinnen der Gesellschaft.

(2) Im Falle der Auflösung und Abwicklung (Liquidation) der Gesellschaft berechtigt jeder Geschäftsanteil zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva der Gesellschaft.

(3) Mindestens fünf Prozent des Gewinns des Geschäftsjahrs abzüglich eines Verlustvortrags werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

Art. 10. Geschäftsjahr, Jahresabschluss und Einsichtsrechte.

(1) Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

(2) Der Jahresabschluss wird nach den geltenden gesetzlichen Vorschriften aufgestellt.

(3) Am Gesellschaftssitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in den Jahresabschluss, die Buchhaltung, die ihr zugrunde liegenden Unterlagen sowie sonstige in diesem Zusammenhang relevante Unterlagen nehmen.

Art. 11. Auflösung und Abwicklung der Gesellschaft.

(1) Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

(2) Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschaferversammlung bestellten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschaferversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest. Die Gesellschaferversammlung kann in gleicher Weise Liquidatoren abberufen.

Art. 12. Sonstige Bestimmungen.

(1) Für alle Punkte, welche nicht in dieser Satzung festgelegt sind, gelten die gesetzlichen Bestimmungen. Im Verhältnis der Gesellschafter untereinander können weitere Einzelvereinbarungen in der Form von Gesellschaftervereinbarungen getroffen werden.

(2) Sofern dies aufgrund der jeweiligen auf die Gesellschaft anwendbaren niederlassungs- und berufsrechtlichen Vorschriften erforderlich ist, sind Änderungen der Satzung, der Gesellschafter und der Geschäftsführer sowie sonstige vergleichbare Änderungen innerhalb eines Monats der zuständigen Stelle anzuzeigen.

(3) Gläubiger, Berechtigte oder Erben können nie einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen.

Art. 13. Übergangsbestimmung. Das erste Geschäftsjahr beginnt ausnahmsweise am Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 2016.

Zeichnung der Geschäftsanteile:

Alle Anteile wurden voll gezeichnet und vollständig und in bar eingezahlt vom alleinigen Gesellschafter, Herrn Jakob BREUER, vorgenannt, dem alle zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile zugeteilt wurden, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- €) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

Im Anschluss an die Beurkundung und Zeichnung der Geschäftsanteile beschließt der alleinige Gesellschafter Folgendes:

1. Die Zahl der Geschäftsführer wird auf einen (1) festgesetzt.

2. Als Geschäftsführer auf unbestimmte Dauer wird ernannt:

- Herr Jakob BREUER, Expert-Comptable und Steuerberater, wohnhaft in D-54290 Trier, Euchariusstraße 6.

3. Für die Zeichnungsbefugnis gilt Folgendes:

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers rechtsgültig verpflichtet. Sind mehrere Geschäftsführer ernannt, so wird die Gesellschaft durch die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers bis zu einem Betrag von fünftausend Euro (EUR 5.000), darüber hinaus durch gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern

verpflichtet. Im Übrigen hat der Geschäftsführer, auf dessen Qualifikation die Niederlassungserlaubnis der Gesellschaft beruht, eine obligatorische Mitzeichnungsbefugnis für den Teil der Niederlassungserlaubnis, der auf Grund seiner beruflichen Qualifikation ausgestellt worden ist.

4. Die Adresse der Gesellschaft lautet:

L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

Vor Abschluss der gegenwärtigen Urkunde hat der unterzeichnete Notar auf die Notwendigkeit hingewiesen die administrative Genehmigung zu erhalten zwecks Ausübung des Gesellschaftsgegenstandes.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde zu Grevenmacher, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Komponenten, hat deselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. Breuer und J. Castel.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 24 mars 2016. Relation: GAC/2016/2401. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): Schlink.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister sowie zwecks Veröffentlichung im Mémorial.

Grevenmacher, den 29. März 2016.

J. Castel

Der Notar

Référence de publication: 2016085131/170.

(160052785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

British American Tobacco Brands (Switzerland) Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 89.207.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 15 mars 2016

Sont nommés administrateurs pour une durée de un an, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2016:

- Monsieur Richard Jelle SOMMELING, demeurant au 214 Amsterdamseweg, 1182 HM Amstelveen, Pays-Bas.
- Monsieur Mark WIECHERS, demeurant à Nieuwe Looiersstraat 118B, 1017 Amsterdam, Pays-Bas.
- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire pour une durée de un an, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2016:

AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

Référence de publication: 2016085133/19.

(160052851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

BAMY Netto-Syst S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8077 Bertrange, 259A, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 99.649.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 23. März 2016.

Für gleichlautende Abschrift

Für die Gesellschaft

Maître Carlo WERSANDT

Notar

Référence de publication: 2016085136/14.

(160052496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

BCC Eiffel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 161.197.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 mars 2016.

Référence de publication: 2016085139/10.

(160053041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

BDK Financial Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 187.018.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 mars 2016.

Référence de publication: 2016085141/10.

(160053069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Beach S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 8, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 163.573.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 2 février 2016

Résolutions:

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Francesco Menegazzo, en qualité de Président du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la Société du 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au 8, rue de Beggen, L-1220 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BEACH S.A.
Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2016085144/17.

(160052977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Bluewater Investment, Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 79.790.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue le 4 Mars 2016

Les administrateurs constatent et décident d'accepter la démission de Monsieur Alexandre TASKIRAN de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 23 décembre 2015.

Les administrateurs décident de coopter, en remplacement de Monsieur Alexandre TASKIRAN: Monsieur Vishal SOOKLOLL, employé privé, né le 14 juin 1975 à Goodlands (République de Maurice), résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, en qualité de nouvel administrateur de la Société avec effet au 23 décembre 2015. Celui-ci terminera le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Un mandataire

Référence de publication: 2016085149/17.

(160052913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Bon Ton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 44, rte d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 184.589.

Par la présente, nous communiquons le changement du siège social de notre société Bon Ton Sari depuis le 1^{er} Mars 2016

Vieille adresse: 2 rue Tony Bourg - 1728 Luxembourg

Nouvelle adresse: 44, rte d'Esch -1470 Luxembourg

Luxembourg, le 24 mars 2016.

Piccioni Susanna

Administrateur

Référence de publication: 2016085150/14.

(160052859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Braveza Investments, Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 81.755.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2016085153/14.

(160053071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

CitCor Residential Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 635.787,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 130.183.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2016.

Référence de publication: 2016085170/10.

(160053096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

SVL-Lux Real Estate Invest SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 204.973.

AUSZUG

Gesellschaftsvertrag

Dieser Gesellschaftsvertrag wird am 15. März 2016 abgeschlossen zwischen

(1) SV-Lux Real Estate Invest S.à r.l., eine gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gegründete société à responsabilité limitée, mit einem Gesellschaftskapital von Zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) mit Sitz in 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg (der „Komplementär“). Die Eintragung des Komplementärs im Registre de Commerce et des Sociétés (luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister) wird zur Zeit vorgenommen;

(2) SV Sparkassenversicherung Lebensversicherung AG, eine Aktiengesellschaft nach deutschem Recht, mit Sitz in Löwentorstraße 65, 70376 Stuttgart, Deutschland, (der „Gründungskommanditist“).

1. Rechtsform, Name.

1.1 Hiermit wird zwischen dem Komplementär (associé commandité) und dem bzw. den Kommanditisten (associé(s) commanditaire(s)) eine Kommanditgesellschaft in der Rechtsform einer einfachen Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und gemäß diesem Gesellschaftsvertrag gegründet. Die Gesellschaft ist mit einem variablen Kapital ausgestattet.

1.2 Die Gesellschaft stellt weder einen spezialisierten Investmentfonds im Sinne des Gesetzes von 2007 noch einen Organismus für gemeinsame Anlagen im Sinne des Gesetzes von 2010 dar. Sie qualifiziert nicht als regulierter Anlagefonds nach Luxemburger Recht und unterliegt keiner Aufsicht durch die CSSF.

1.3 Bezüglich der Rechte und Pflichten der Gesellschafter gelten die Vorschriften des Gesetzes von 1915, es sei denn, dieser Gesellschaftsvertrag trifft ausdrücklich davon abweichende Regelungen, sofern dies nach dem Gesetz von 1915 zulässig ist.

1.4 Die Gesellschaft besteht unter der Bezeichnung „SVL-Lux Real Estate Invest SCS“ oder einem anderslautenden Namen wie vom Komplementär festgelegt und eingetragen gemäß dem Gesetz von 1915.

1.5 Die Gesellschaft besitzt die Möglichkeit, verschiedene Teilgesellschaftsvermögen mit unterschiedlichen Anlagezielen zu errichten.

2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 5, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2.2 Der Gesellschaftssitz kann zu jeder Zeit durch Beschluss des Komplementärs an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Luxemburg oder in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

3. Gesellschaftszweck.

3.1 Zweck der Gesellschaft ist es, durch die Vornahme von Investments in Übereinstimmung mit der im Informationsmemorandum dargestellten Anlagepolitik der jeweiligen Teilgesellschaftsvermögen laufende Erträge zu erzielen und den Kapitalerhalt zu gewährleisten.

3.2 Die Anlageziele und die Anlagepolitik werden vom Komplementär gemäß Ziffer 4.2 festgelegt. Sie werden den Anlegern im Informationsmemorandum offengelegt.

3.3 Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte zu tätigen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks für nützlich erachtet, in dem Umfang, wie es die anwendbaren Gesetze erlauben.

3.4 Jegliche Dritte, derer sich die Gesellschaft und ihre Tochtergesellschaften zur Erbringung von Dienstleistungen bedient, werden verpflichtet, im Einklang mit diesem Gesellschaftsvertrag bzw. mit dem Informationsmemorandum zu handeln. Alle mit solchen Dritten geschlossenen Verträge werden mit diesem Gesellschaftsvertrag und dem Informationsmemorandum vereinbar sein.

3.5 Die Gesellschaft qualifiziert als AIF im Sinne des AIFM Gesetzes.

4. [...]

5. [...]

6. Laufzeit.

6.1 Die Gesellschaft wurde für eine unbegrenzte Laufzeit errichtet.

6.2 Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Gesellschafter gemäß Ziffer 29 aufgelöst werden.

7. [...]

8. [...]

9. [...]

10. [...]

11. [...]

12. [...]

13. [...]

14. [...]

15. [...]

16. [...]

17. [...]

18. Verwaltung.

18.1 Komplementär

18.1.1 Die Gesellschaft wird vom Komplementär, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach dem Recht des Großherzogtum Luxemburgs verwaltet. Die Kommanditisten sind von der Verwaltung der Gesellschaft ausgeschlossen.

18.1.2 Nach der Maßgabe der Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrags verfügt der Komplementär über die umfassende Befugnis, die Geschäftspolitik sowie die Geschäftsführung der Gesellschaft zu bestimmen.

18.1.3 Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diesen Gesellschaftsvertrag den Kommanditisten vorbehalten sind, können durch den Komplementär ausgeübt werden.

18.1.4 Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch den Komplementär oder durch einen oder mehrere Bevollmächtigte, die dieser bestimmt, verpflichtet.

18.1.5 Der Komplementär stellt sicher, dass alle sich in einer vergleichbaren Lage befindenden Kommanditisten fair und gleich behandelt werden.

18.1.6 In dem Fall, dass die Rechtsfähigkeit des Komplementärs endet, der Komplementär liquidiert wird oder sich eine andere Situation ereignet, die ihn daran hindert, die Gesellschaft zu führen und nach außen zu vertreten, wird die Gesellschaft gemäß Ziffer 28.1 dieses Gesellschaftsvertrages aufgelöst, wenn nicht der Komplementär einen Verwalter, der nicht ein Gesellschafter sein muss, zur Vornahme dringender oder lediglich administrativer Handlungen ernennt und die Gesellschafterversammlung bei Vorliegen eines Quorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und mit einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter beschließt, die Gesellschaft durch Aufnahme eines neuen Komplementärs fortzuführen.

18.1.7 Die Bestellung des Komplementärs kann jeder Zeit aus wichtigem Grund durch einen Mehrheitsbeschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter beendet werden. Grund für eine solche Beendigung können insbesondere sein:

(a) grobe Fahrlässigkeit, vorsätzliches Handeln oder Betrug in der Ausführung der Pflichten des Komplementärs in Bezug auf die Gesellschaft; sowie

(b) die Insolvenz des Komplementärs; sowie

(c) eine wesentliche Verletzung der vertraglichen Pflichten oder der Gesetze sofern die Verletzung nicht binnen einer Frist von 30 Kalendertagen behoben wurde.

18.1.8 Für den Fall, dass der Komplementär abberufen wird, ergeht der Beschluss der Gesellschafterversammlung ohne Zustimmung des Komplementärs.

18.1.9 Der Komplementär kann jederzeit durch schriftliche Erklärung unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten seine Bestellung gegenüber der Gesellschaft beenden.

[...]

Référence de publication: 2016085549/97.

(160053016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Compagnie de Développement des Médias S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 24.629.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2016.

Référence de publication: 2016085203/10.

(160052956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Flodrive UK V Property 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 78.640,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 133.316.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-first day of March.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing at Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of "Flodrive UK V Property 1 S.à r.l." (hereafter referred to as the "Company"), a "Société à responsabilité limitée", established at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B number 133.316, incorporated by notarial deed on November 5, 2007, published in the Luxembourg Memorial C number 2819 on December 5, 2007 and whose Articles of Incorporation were for the last time modified by a notarial deed on January 7, 2008 published in the Luxembourg Memorial C number 949 on April 17, 2008.

There appeared:

Flodrive UK V Limited Partnership, represented by Flodrive UK V (GP) Ltd, a limited partnership, with registered office at One Curzon Street, W1J 5HD London, United Kingdom, registered with the Companies House of United Kingdom under the number LP012392 (“the Sole Shareholder”), hereby represented by Mrs Fanny Him, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on March 14 2016, which proxy, after having been signed *in* varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has declared and requested the undersigned notary to record the following:

I.- That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II.- That the agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

1. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation),
2. Appointment of Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company with registered office at 5, rue Guillaume Kroll in L-1882 Luxembourg as liquidator (the “Liquidator”);
3. Determination of the powers of the Liquidator and the liquidation procedure of the Company; and
4. Miscellaneous.

III.- The Sole Shareholder passes the following resolutions:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation).

Second resolution:

The Sole Shareholder resolves to appoint Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., prenamed, as liquidator (the “Liquidator”).

Third resolution:

The Sole Shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the amended Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915 (the “Law”).

The Sole Shareholder further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Sole Shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Sole Shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds to the Sole Shareholder of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

There being no further business on the Agenda, the meeting was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, whom is known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person signed this original deed with us, the notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-et-unième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, soussigné.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la Société à responsabilité limitée "Flodrive UK V Property 1 S.à r.l." (la “Société”), ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 133.316, constituée suivant acte notarié en date du 5 novembre 2007, publié au Mémorial C numéro 2819 du 5 décembre 2007 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié le 7 janvier 2008, publié au Mémorial C numéro 949 du 17 avril 2008.

A comparu:

Flodrive UK V Limited Partnership, représenté par Flodrive UK V (GP) Ltd, un “limited partnership”, avec siège social au One Curzon Street, W1J 5HD Londres, Royaume-Uni, enregistrée auprès du Registre de Commerce du Royaume-Uni sous le numéro LP012392 (l’“Associé Unique”),

ici représentée par Madame Fanny Him, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 14 mars 2016,

Ladite procuration, après signature ne variatur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I.- que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales du capital de la Société;

II.- l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution de la Société et décision de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire);
2. Nomination de Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., une Société à Responsabilité Limitée de droit luxembourgeois ayant son siège au 5, rue Guillaume Kroll à L-1882 Luxembourg, en tant que liquidateur (le "Liquidateur");
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et de la procédure de liquidation de la Société;
4. Divers.

III.- L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide de nommer Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., précité, en tant que liquidateur (le "Liquidateur").

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

L'Associé Unique décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

L'Associé Unique décide en outre de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, agissant individuellement par sa seule signature au nom de la Société en liquidation, à exécuter, délivrer et réaliser tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et la disposition de ses actifs.

L'Associé Unique décide également de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des avances sur le solde de liquidation à l'Associé Unique de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande du comparant le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande du comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. HIM, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 22 mars 2016. Relation: EAC/2016/7249. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2016085261/113.

(160052526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Global Sales Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8509 Redange-sur-Attert, 47, an der Fraesbich.

R.C.S. Luxembourg B 199.793.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2016.

Référence de publication: 2016085283/10.

(160053198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

GreenOak Spain Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 194.683.

—
EXTRAIT

Il y a lieu de noter les informations suivantes concernant les gérants de la Société:

- Lori Biancamano, gérante de classe A, a dorénavant son adresse professionnelle au 285 Madison Avenue, Suite 1800, New York, NY 10017, les États-Unis d'Amérique;

- Kevin Robinson, gérant de classe A, a dorénavant son adresse professionnelle au 285 Madison Avenue, Suite 1800, New York, NY 10017, les États-Unis d'Amérique;

- Tony Whiteman, gérant de classe A, a dorénavant son adresse professionnelle au 39 rue de L'Europe, L - 7225 Bereldange, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Référence de publication: 2016085276/18.

(160052725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Spotify Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 123.052.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2016.

Référence de publication: 2016085537/10.

(160053220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Stanka S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 90, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 186.274.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange.

Carlo GOEDERT

Notaire

Référence de publication: 2016085538/12.

(160052728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Idem Luxembourg (No.8), Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 179.578.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la société tenue à Luxembourg le 15 mars 2016

Le conseil de gérance décide de renouveler le mandat de Deloitte Audit, société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS Luxembourg sous le numéro B 67895 en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle en relation avec l'approbation des comptes clos au 30 septembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085898/14.

(160053767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

Idem Luxembourg (No. 9), Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 183.960.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la société tenue à Luxembourg le 15 mars 2016

Le conseil de gérance décide de renouveler le mandat de Deloitte Audit, société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS Luxembourg sous le numéro B 67895 en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle en relation avec l'approbation des comptes clos au 30 septembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085899/14.

(160053797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

Ital Property Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 142.899.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 17 mars 2016

Il résulte des décisions prises par l'Associé unique en date du 17 mars 2016 que le mandat de gérant classe A de Mr Frederic Bonfond prendra fin le 17 mars 2016.

Mr. Bonfond sera remplacé à compter du 17 mars 2016 par Mr. Massimo Catizone, demeurant professionnellement à 9, rue Sainte Zithe, 2763 Luxembourg, comme gérant classe A.

Luxembourg, le 17 mars 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016085931/16.

(160053892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

KMU Portfolio S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 147.529.

—
EXTRAIT

Nous vous informons du changement d'adresse de Caroline Kinyua, Lara Nasato et Laurent Belik, administrateurs de la Société en date du 29 février 2016, du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 29 février 2016.

Pour extrait conforme

La Société

Signatures

Référence de publication: 2016085949/16.

(160053135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

Kyritz Ueckermunde S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 120.751.

—
EXTRAIT

Il convient de modifier l'adresse de l'associé AUDLEY ESTATES, société à responsabilité limitée immatriculée sous le numéro: B118005 ayant son nouveau siège social au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 mars 2016.

Référence de publication: 2016085954/12.

(160053212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

Libra Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.460.615,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 140.558.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 18 mars 2016

Le conseil de gérance décide de transférer le siège social de la Société du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg avec effet au 29 février 2016.

À Luxembourg, le 29 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2016085965/15.

(160053280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

Lions Grave S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6830 Berbourg, 2, am Er.

R.C.S. Luxembourg B 175.628.

Assemblée générale extraordinaire du 23 mars 2016

Première résolution

L'Assemblée décide de révoquer Madame Geimer Simone en tant que gérant administratif et Madame Muller Michèle en tant que gérant technique de la société.

Deuxième résolution

L'Assemblée nomme Monsieur Yann Neumann, née à Esch/Alzette (LU), le 07 février 1991 et demeurant à Berbourg, L-6830, 2, Am Er comme gérant unique de la société. "La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle du gérant."

Cession de parts sociales

Suite à une cession de parts sociales intervenues en date du 22 mars 2016, la répartition des parts de la société LIONS GRAVE S.à r.l., société à responsabilité limitée, se présente de la façon suivante:

Monsieur Yann Neumann,:

demeurant à Berbourg, L-6830, 2, Am Er, 100 parts sociales

Référence de publication: 2016085998/20.

(160053433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

Luno S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 139.103.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 24 mars 2016, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu Monsieur le Juge-Commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de la société anonyme:

- LUNO S.A. (B139103) dont le siège social à L- 1628 Luxembourg, 7a, rue des Glacis, a été dénoncé en date du 7 juillet 2010

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme
Me Marguerite RIES
Le liquidateur

Référence de publication: 2016086005/16.

(160053765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

Luvanis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 144.993.

Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires en date du 8 décembre 2015

L'assemblée générale des actionnaires de la Société a décidé de renouveler pour une période de 6 ans, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société, qui se tiendra en 2021, les administrateurs suivants:

- Monsieur Carlo Schneider, né le 8 juin 1967 à Ettelbruck (Luxembourg), demeurant 16, rue des Primevères, L-2351 Luxembourg,

- Monsieur Arnaud van Marcke de Lummen, né le 26 avril 1977 à Paris (France), avec adresse professionnelle au 8, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, et

- Monsieur Guy van Marcke de Lummen, né le 27 juin 1945 à Neuilly-sur-Seine (France), avec adresse professionnelle au 8, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg.

Référence de publication: 2016086006/16.

(160053240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

DermaClip International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 204.627.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth of December.

Before us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

- Mr SUN Long Jiang, born on February 2nd, 1960, in Beijing, having its residential address at Room 1705, Building B, NO.36 Guang An Men South Street, Xi Cheng District, Beijing, China,

- "DQ China Holdings, LLC" a limited liability company incorporated and organized under the laws of the United States of America, having its registered office at 730 North Post Oak Road, Suite 202, HOUSTON, TX 77024, United States of America, and registered to the Texas' Secretary of State under the number 0800973432,

Both duly represented by Mr Thomas MATHIEU, private employee, with professional address in Luxembourg,

by virtue of two proxies given both under private seal on December 15, 2015, which shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing person, acting in the above capacity, has requested the notary to draw up the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which is established as follows:

Art. 1^{er}. Form. A société à responsabilité limitée (private limited liability company) (the "Company") governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and by these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), is hereby established by the founding shareholder.

The Company may at any time have one or several shareholders, as a result of the transfer of shares or the issue of new shares, subject to the provisions of the law and the Articles of Incorporation.

Art. 2. Corporate name. The Company will exist under the corporate name of "DermaClip International".

Art. 3. Corporate object. The purposes for which the Company is formed are all operations or transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any companies or enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities, financial instruments, bonds, treasury bills, equity participation, stocks and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

The Company may also enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

The Company may also grant any assistance by the way of guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present and future) or by all or any such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg laws.

The Company may invest in real estate that is exclusively used for investment purposes and not for the own use of the Company.

In general, the Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by decision of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the shareholders, as the casemay be.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in the municipality of Luxembourg-City.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by decision of the managers.

The managers may establish subsidiaries and branches in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 6. Capital. The capital is set at twenty five thousand United States Dollars (USD 25,000.-) represented by twenty five thousand (25,000) shares of a par value of one United States Dollars (USD 1.-) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the shareholder(s). The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

All shares will have equal rights.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 7. Changes to the capital. The capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the law regarding commercial companies.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of the shareholders. If the Company has only one shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the Articles of Incorporation to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

The creditors or successors of the sole shareholder or of any of the shareholders, as the case may be, may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the inventories of the Company and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares. Shares are freely transferable among shareholders. The share transfer inter vivos to non shareholders is subject to the consent of at least seventy-five percent (75%) of the Company's capital. In case of death of a shareholder, the share transfer to non shareholders is subject to the consent of no less than seventy-five percent (75%) of the votes of the surviving shareholders. In any event the remaining shareholders have a preemption right which has to be exercised within thirty days from the refusal of transfer to a non shareholder.

Art. 11. Formalities. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private deed.

Art. 12. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the sole shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Art. 13. Managers. The Company is managed and administrated by one or more managers, who need(s) not be shareholder(s), appointed by decision of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, for an unlimited duration.

Managers are eligible for reelection. They may be removed with or without cause at any time by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders at a simple majority. Each manager may as well resign.

While appointing the manager(s), the sole shareholder or the shareholders set(s) their number, the duration of their tenure and, as it shall deem fit, the powers and competence of the manager(s).

The sole shareholder or the shareholders decide(s) upon the compensation of each manager.

If more than one manager is appointed, the managers shall form a board of managers and articles 14, 15 and 16 of the Articles of Incorporation shall apply.

Art. 14. Bureau. The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to attend, his (her) functions will be taken by one of the managers present at the meeting.

The board of managers may appoint a secretary of the Company and such other officers as it shall deem fit, who need not be members of the board of managers.

Art. 15. Meetings of the board of managers. Meetings of the board of managers are called by the chairman or two members of the board.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the notice.

The board of managers may only proceed to business if the majority of its members are present or represented.

Managers unable to attend may delegate by letter or by fax another member of the board to represent them and to vote in their name. Managers unable to attend may also cast their votes by letter, fax or e-mail.

Decisions of the board are taken by a majority of the managers attending or represented at the meeting.

A manager having an interest contrary to that of the Company in a matter submitted to the approval of the board, shall be obliged to inform the board thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceedings of the board.

In the event of a member of the board having to abstain due to a conflict of interest, resolutions passed by the majority of the other members of the board present or represented at such meeting will be deemed valid.

At the next general meeting of shareholder(s), before votes are taken on any other matter, the shareholder(s) shall be informed of the cases in which a manager had an interest contrary to that of the Company.

In the event that the managers are not all available to meet in person, meetings may be held via telephone conference calls.

Resolutions signed by all the managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

Art. 16. Minutes - Resolutions. All decisions adopted by the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present at the meeting or in circular resolutions as provided in the preceding paragraph. Any power of attorneys will remain attached thereto. Copies or extracts are signed by the chairman or by any two managers, as the case may be.

The above minutes and resolutions shall be kept in the Company's books at its registered office.

Art. 17. Powers. The sole manager or, in case of plurality of managers the board of managers, is vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to shareholders fall within the competence of the board of managers.

Art. 18. Delegation of powers. The board of managers may, with the prior approval of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, entrusts the daily management of the Company to one of its members.

The board of managers may further delegate specific powers to any manager or other officers.

The board of managers may appoint agents with specific powers, and revoke such appointments at any time.

If more than one manager is appointed, any delegation of powers has to be decided by at least two managers.

Art. 19. Representation of the Company. The Company shall be bound towards third parties, in case of a sole manager, by the sole signature of the sole manager or, in case of plurality of managers, by (i) the joint signatures of one manager of category A and one manager of category B, (ii) the sole signature of the manager to whom the daily management of the Company has been delegated, within the scope of the daily management, and (iii) the sole signature or the joint signatures of any persons to whom such signatory powers have been delegated by the board of managers, within the limits of such powers.

Art. 20. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as his resignation or removal for any cause, does not put the Company into liquidation.

Art. 21. Liability of the managers. No manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. A manager is only liable for the performance of his duties.

Art. 22. Decisions of the shareholders.

1. If the Company has only one shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915 are not applicable in such a situation.

2. If the Company has more than one shareholder, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting or, if there are no more than twenty-five shareholders, by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which has been sent by the manager(s) to the shareholders.

In the latter case, the shareholders are under the obligation to cast their written vote and to mail it to the Company, within fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution.

If the Company has more than one shareholder, no decision may validly be taken, unless it is approved by shareholders representing together at least fifty percent (50%) of the corporate capital. All amendments to the Articles of Incorporation have to be approved by a majority of shareholders representing together at least seventy-five percent (75%) of the corporate capital.

Art. 23. Minutes. The decisions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be, are documented in writing, recorded in a register and kept by the manager(s) at the registered office of the Company. Any power of attorneys will remain attached thereto.

Art. 24. Financial year. The financial year begins on the first day of January and ends on the thirty first day of December of each year.

Art. 25. Financial statements - Statutory auditor. Each year, on the last day of the financial year, the accounts are closed and the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the law. The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or to the shareholders, as the case may be, for approval.

Each shareholder, or his (her) attorney-in-fact, may peruse the financial documents at the registered office of the Company pursuant to article 198 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Should the Company have more than twenty-five shareholders, or otherwise as required by law, the general meeting of the shareholders shall appoint a statutory auditor as provided in article 200 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. In all other cases, the general meeting of the shareholders is free to appoint a statutory auditor or an external auditor at its discretion.

Art. 26. Allocation of profits. Five percent (5%) of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation is no longer mandatory when and as long as the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the capital.

The remaining profit is allocated by decision of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the shareholders, as the case may be. The general meeting of the shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be), upon proposal of the board of managers, or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles of Incorporation.

Art. 27. Dissolution - liquidation. In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who need not be shareholders, appointed by the sole shareholder or by the shareholders, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

Art. 28. Matters not provided. All matters not provided for by the Articles of Incorporation are determined in accordance with applicable laws.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the appearing party declares to subscribe the whole capital as follows:

Mr SUN Long Jiang, prenamed:	Shares 8,250
DQ China Holdings, LLC (US), prenamed:	<u>Shares 16,750</u>
TOTAL SHARES:	<u>Shares 25,000</u>

All the twenty five thousand (25,000) shares have been fully paid in cash, so that the amount of twenty five thousand United States Dollars (USD 25,000.00) is at the disposal of the company, as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for by article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Transitory provision

The first financial year starts on this date and ends on December 31st, 2016.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand Euros.

Extraordinary general meeting

The founding shareholders, representing the entire subscribed capital, have immediately proceeded to adopt the following resolutions:

I. To set at two (2) the number of managers and to appoint the following managers for an unlimited duration:

- Mr Charles DARLING, IV, professionally residing at 730 North Post Oak Road, Suite 202, Houston, TX 77024 (United States of America), as manager of category A,
- Mr Richard HAWEL, company director, professionally residing at 8, rue Yolande, L-2761 Luxembourg, as manager of category B.

The managers will be entrusted with the powers set forth in article 19 of the Articles of Incorporation and the Company is bound towards third parties by the joint signatures of a class A manager and a class B manager.

II. The registered office of the Company shall be set at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

Whereof the present deed has been drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed is worded in English followed by a French version; and that in case of any differences between the English text and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, that person signed this original deed together with us, the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le trente décembre.

Par-devant nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

- Monsieur SUN Long Jiang, né le 2 février 1960 à Beijing, et demeurant au Room 1705, Building B, NO.36 Guang An Men South Street, Xi Cheng District, Beijing, Chine,

- "DQ China Holdings, LLC", une limited liability company constituée et organisée sous les lois des Etats Unis d'Amérique, ayant son siège social au 730 North Post Oak Road, Suite 202, Houston, TX 77024, Etats-Unis, et immatriculée au Registre du Texas sous le numéro 0800973432,

dûment représentées par Monsieur Thomas MATHIEU, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations données sous seing privé le 15 décembre 2015, qui resteront annexées au présent acte aux fins de formalisation.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est constituée comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par le comparant ci-avant une société à responsabilité limitée (la "Société"), régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut, à toute époque, comporter un ou plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles, sous réserve des dispositions de la loi et des Statuts.

Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de "DermaClip International".

Art. 3. Objet. La Société a pour objet toutes les opérations ou transactions se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans toute société ou entreprise sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de

vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces titres et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra également apporter toute assistance par le biais d'octroi de garantie, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société, de ses filiales ou des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel ou dans encore à toutes les sociétés appartenant au même groupe que la Société dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise.

La Société pourra investir dans tout objet immobilier qui sera exclusivement utilisé à titre d'investissement et non pour les besoins propres de la Société.

En général, elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et réalisera toutes opérations quelconques qui se rattachent directement ou indirectement à son objet et qui en favorisent le développement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre lieu dans la commune de Luxembourg en vertu d'une décision des gérants.

Les gérants pourront établir des filiales et des succursales au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à vingt-cinq mille Dollars Américains (USD 25.000,-), représenté par vingt-cinq mille (25.000) parts sociales d'une valeur d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune.

Complémentairement au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute part sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas. La Société pourra, sans limite aucune, accepter tout apport de fonds propres ou toute autre contribution sans émission de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport, et pourra créditer ces apports sur un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de ces comptes devront être prises par l'(les) Associé(s) et seront régies par la Loi de 1915 et les présents statuts. Afin d'éviter toute équivoque, chacune de ces décisions pourra, sans caractère obligatoire, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

Toutes les parts sociales donnent droit à des droits égaux.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices et dans tout l'actif social de la Société et à une voix à l'assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion implicite aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des Associés, selon le cas.

Les créanciers et successeurs de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas, ne peuvent en aucun cas et pour quelque motif que ce soit, requérir que des scellés soient apposés sur les actifs et documents de la Société ou qu'un inventaire de l'actif soit ordonné en justice; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se référer aux inventaires de la Société et aux résolutions de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun désigné parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts sociales. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Art. 11. Formalités. La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

Art. 12. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés, nommés par une décision de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, de l'assemblée générale des associés, selon le cas, pour une durée illimitée.

Le ou les gérants sont rééligibles. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation d'un gérant, avec ou sans motifs, à la majorité simple. Chaque gérant peut pareillement démissionner de ses fonctions.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions du ou des gérants.

L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant.

Si plus d'un gérant est nommé, les gérants formeront un conseil de gérance et les articles 14, 15 et 16 des Statuts trouveront à s'appliquer.

Art. 14. Bureau. Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut siéger, ses fonctions seront reprises par un des gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut nommer un secrétaire de la société et d'autres mandataires sociaux le cas échéant, associés ou non associés.

Art. 15. Réunions du conseil de gérance. Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par le président ou deux membres du conseil.

Les réunions sont tenues à l'endroit, au jour et à l'heure mentionnés dans la convocation.

Le conseil peut valablement délibérer lorsque la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Les gérants empêchés peuvent déléguer par courrier ou par fax un autre membre du conseil pour les représenter et voter en leur nom. Les gérants empêchés peuvent aussi voter par courrier, fax ou e-mail.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion.

Un gérant ayant un intérêt contraire à celui de la Société dans un domaine soumis à l'approbation du conseil doit en informer le conseil et doit faire enregistrer sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations y relatives du conseil.

En cas d'abstention d'un des membres du conseil suite à un conflit d'intérêt, les résolutions prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à cette réunion seront réputées valables.

A la prochaine assemblée générale des associés, avant tout vote, le ou les associés devront être informés des cas dans lesquels un gérant a eu un intérêt contraire à celui de la Société.

Dans les cas où les gérants sont empêchés, les réunions peuvent se tenir par conférence téléphonique.

Les décisions signées par l'ensemble des gérants sont régulières et valables comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être documentées par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Art. 16. Procès verbaux - Décisions. Les décisions adoptées par le conseil de gérance seront consignées dans des procès verbaux signés par tous les gérants ayant participé la réunion du conseil de gérance ou dans des résolutions circulaires comme prévu dans le paragraphe qui précède. Les procurations resteront annexées aux procès verbaux. Les copies et extraits de ces procès verbaux seront signés par le président ou par deux gérants, selon le cas.

Ces procès verbaux et résolutions seront tenus dans les livres de la Société au siège social.

Art. 17. Pouvoirs. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration et de disposition intéressant la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément aux associés par la loi ou les présents Statuts sont de la compétence du conseil.

Art. 18. Délégation de pouvoirs. Le conseil de gérance peut, avec l'autorisation préalable de l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, déléguer la gestion journalière de la Société à un de ses membres.

Les gérants peuvent conférer des pouvoirs spécifiques à tout gérant ou autres organes.

Les gérants peuvent nommer des mandataires disposant de pouvoirs spécifiques et les révoquer à tout moment.

Si plus d'un gérant est nommé, toute décision de délégation de pouvoirs doit être prise par au moins deux gérants.

Art. 19. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée, en cas de gérant unique, par la seule signature du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par (i) la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B, (ii) par la signature individuelle du gérant auquel la gestion journalière a été déléguée et, (iii) par la signature individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui les pouvoirs de signature ont été délégués par le conseil de gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 20. Événements affectant la gérance. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Art. 21. Responsabilité de la gérance. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Un gérant n'est responsable que de l'exécution de son mandat. Article 22. Décisions de l'associé ou des associés

1. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. Dans ce cas, les articles 194 à 196 et 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises lors d'une assemblée générale ou, s'il y a moins de vingt-cinq associés, par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel a été envoyé par le(s) gérant(s) aux associés.

Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

En cas de pluralité d'associés, aucune décision n'est valablement prise si elle n'est pas approuvée par des associés représentant ensemble au moins la moitié du capital social. Toute modification des présents Statuts doit être approuvée par une majorité des associés représentant ensemble au moins les trois quarts du capital social.

Art. 23. Procès-verbaux. Les décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas, seront documentées par écrit et consignées dans un registre tenu par le(s) gérant(s) au siège social de la Société. Les procurations resteront annexées aux procès verbaux.

Art. 24. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 25. Bilan - Conseil de surveillance. Chaque année, le dernier jour de l'année sociale, les comptes sont arrêtés et le gérant dresse un inventaire des actifs et des passifs et établit le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la loi. Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'associé unique ou, suivant le cas, à la collectivité des associés.

Tout associé, ou son mandataire, peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société, conformément à l'article 198 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Lorsque la société a plus de vingt-cinq associés, ou dans les autres cas prévus par la loi, l'assemblée générale des associés doit nommer un commissaire aux comptes comme prévu à l'article 200 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Dans tous les autres cas, l'assemblée générale des associés est libre de nommer un commissaire aux comptes ou un réviseur d'entreprises, à sa discrétion.

Art. 26. Répartition des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale représente dix pour cent (10%) du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou, selon le cas, la collectivité des associés. L'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 27. Dissolution. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera confiée à un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 28. Dispositions générales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et paiement

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant déclare souscrire le capital comme suit:

Mr SUN Long Jiang susnommé:	Parts sociales 8,250
DQ China Holdings, LLC (US), susnommée:	Parts sociales 16,750
TOTAL:	Parts sociales 25,000

Toutes les vingt-cinq mille (25.000) parts sociales ont entièrement été libérées par versement en numéraire, de sorte que la somme de vingt-cinq mille Dollars Américains (USD 25.000,-) est à la disposition de la Société, la preuve en ayant été rapportée au notaire soussigné.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été remplies.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et prend fin le 31 décembre 2016.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué à mille Euros.

Assemblée générale extraordinaire

L'Associé fondateur, représentant l'intégralité du capital souscrit, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

I. De fixer à deux (2), le nombre de gérants et de nommer pour une durée illimitée:

- Monsieur Charles DARLING, IV, demeurant professionnellement au 730 North Post Oak Road, Suite 202, Houston, TX 77024 (Etats-Unis), comme gérant de catégorie A,

- Monsieur Richard HAWEL, demeurant professionnellement au 8 rue Yolande, L-2761 Luxembourg, comme gérant de catégorie B.

Les gérants se voient confier les pouvoirs prévus à l'article 19 des statuts de la Société et la société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

II. Le siège social de la société est fixé au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: T. MATHIEU, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 janvier 2016. Relation: EAC/2016/237. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016080021/437.

(160046066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

HPS Red Cedar Lux S.à r.l. II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue JF Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 204.595.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the nineteenth day of February.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

HPS Red Cedar Lux Sàrl, a a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register,

here represented by Stefanie Kreuzer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which the appearing party wishes to incorporate with the following articles of association:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "HPS Red Cedar Lux Sàrl II" (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), and these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand

Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the "Board"). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of one manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if half of its members are present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager shall be present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers ("Managers' Circular Resolutions") shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the sole manager or, in case of plurality of managers by the joint signature of any two managers. If the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a "General Meeting").

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing ("Written Shareholders' Resolutions").

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on the thirty-first (31) of December 2016.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand and five hundred (12,500) shares issued have been entirely subscribed by HPS Red Cedar Lux Sàrl, aforementioned, for the price of one euro (EUR 1) each.

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder of the Company, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 37A, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as A managers of the Company for an unlimited term:

- Ms. Faith Rosenfeld, director, born on 22 December 1951 in Massachusetts, U.S.A., with professional address at 40 West, 57th Street, 33rd Floor, New York 10019, U.S.A.;

- Mr. Marcus Colwell, director, born on 23 May 1962 in Michigan, U.S.A., with professional address at 40 West, 57th Street, 33rd Floor, New York 10019, U.S.A.; and

- Mr. Emmanuel Bresson, director, born on 22 January 1968 in Clermont-Ferrand, France, with professional address at Highbridge Principal Strategies (UK) LLP, 2nd floor, 25 St. James's Street, London, SW1A 1HA, United Kingdom.

3. The following persons are appointed as B managers of the Company for an unlimited term:

- Mr. Maximilien Dambax, private employee, born on 2 February 1982 in Tarbes, France, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Guillaume Sadler, private employee, born on 24 June 1982 in Sarreguemines, France, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Armando José Brochado Soares Correia, private employee, born on 7 April 1984 in Lisbon, Portugal, with professional address at 2A rue de l'Ouest L-2273, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le dix-neuvième jour de février,

Par devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

HPS Red Cedar Lux Sàrl, une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, non encore immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

Ici représentée par Stéfanie Kreuzer, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Laquelle comparante a requis le notaire officiant à adopter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée - private limited company- que la comparante souhaite intégrer avec les statuts suivants:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «HPS Red Cedar Lux Sàrl II» (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés, pourvu qu'au cas où les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B soient présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, pourvu qu'au cas où les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1)

gérant de classe B votent en faveur de la décision. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Si les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une «Assemblée Générale»).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des «Résolutions Ecrites des Associés»).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de dix pourcent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec les quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

- (ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et
- (iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérant[s] et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

Art. 14. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujet à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice financier devra commencer à la date de constitution de la Société et se terminer le trente-et-un (31) décembre 2016.
2. Les dividendes intérimaires pourront être distribués pendant le premier exercice de la Société.

Souscription et paiement

Les douze mille cinq cents (12.500) actions émises ont été entièrement souscrites par HPS Red Cedar Lux Sàrl, susmentionnée, pour le prix d'un euro (1 EUR) chacune.

Les actions ainsi souscrites ont été entièrement libérées par un apport en numéraire de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès à présent disponible à la Société, comme il a été justifié au notaire soussigné.

La contribution totale d'un montant de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) est entièrement allouée au capital social.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit encourus par la Société ou qui seront supportés par la Société dans le cadre de sa constitution sont estimés à environ mille cinq cents Euros (EUR 1.500.-).

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique de la Société, représentant la totalité du capital de la Société et ayant renoncé à toute de convocation, a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est fixé à 37A, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérantes A de la Société pour une durée illimitée:

- Mme. Faith Rosenfeld, directeur, née le 22 décembre 1951 dans l'Etat du Massachusetts, Etats-Unis, ayant pour adresse professionnelle le 40 West, 57th Street, 33rd Floor, New York 10019, Etats-Unis;

- M. Marcus Colwell, directeur, né le 23 mai 1962 dans l'Etat du Michigan, ayant pour adresse professionnelle le 40 West, 57th Street, 33rd Floor, New York 10019, Etats-Unis; et

- M. Emmanuel Bresson, directeur, né le 22 janvier 1968 à Clermont-Ferrand, France, ayant pour adresse professionnelle le Highbridge Principal Strategies (UK) LLP, 2nd floor, 25 St. James's Street, London, SW1A 1HA, Royaume-Uni.

3. Les personnes suivantes sont nommées gérantes B de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Maximilien Dambax, employé privé, né le 2 février 1982 à Tarbes, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Guillaume Sadler, employé privé, né le 24 juin 1982 à Sarreguemines, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et

- M. Armando José Brochado Soares Correia, employé privé, né le 7 Avril 1984 à Lisbonne, Portugal, ayant pour adresse professionnelle le 2A rue de l'Ouest L-2273, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, le jour indiqué au début de ce document.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française; à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaut.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom et domicile, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. KREUZER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 29 février 2016. Relation: 1LAC/2016/6558. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

Référence de publication: 2016079440/511.

(160045514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Highstreet FinCo I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 36.713.381,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 193.035.

In the year two thousand and sixteen, on the fifteenth day of March.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Corestate HIGHSTREET TopCo Limited, a company incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at Redwood House, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey, GY1 1WA, and registered with the Companies Register of Guernsey under number 58829 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Me Patrick CHANTRAIN, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 15 March 2016.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Sole Shareholder is the sole shareholder of HIGHSTREET FinCo I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 50,000.- (fifty thousand Euro), whose registered office is at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary of 15 December 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 21 January 2015 under number 160 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 193035 (the "Company"). The articles of association of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary dated 8 December 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 26 February 2016 under number 583.

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, has recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To increase the corporate capital of the Company by an amount of EUR 36,663,381.- (thirty-six million six hundred sixty-three thousand three hundred eighty-one Euro) so as to raise it from its present amount of EUR 50,000.- (fifty thousand Euro) to EUR 36,713,381.- (thirty-six million seven hundred thirteen thousand three hundred eighty-one Euro).

2. To issue 36,663,381 (thirty-six million six hundred sixty-three thousand three hundred eighty-one) new shares, each having a par value of EUR 1.- (one Euro) as well as the rights and privileges as those set out in the Company's articles of association.

3. To accept the subscription of the newly issued 36,663,381 (thirty-six million six hundred sixty-three thousand three hundred eighty-one) shares, with payment of a share premium in an aggregate amount of EUR 94,900.- (ninety-four thousand nine hundred Euro) and to accept full payment in kind.

4. To amend article five (5) of the Company's articles of association.

5. Miscellaneous.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of EUR 36,663,381.- (thirty-six million six hundred sixty-three thousand three hundred eighty-one Euro) so as to raise it from its present amount of EUR 50,000.- (fifty thousand Euro) to EUR 36,713,381.- (thirty-six million seven hundred thirteen thousand three hundred eighty-one Euro).

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to issue 36,663,381 (thirty-six million six hundred sixty-three thousand three hundred eighty-one) new shares, each having a par value of EUR 1.- (one Euro) as well as the rights and privileges as those set out in the Company's articles of association.

Subscriptions - Payments

The Sole Shareholder, represented as mentioned above, declared to subscribe for 36,663,381 (thirty-six million six hundred sixty-three thousand three hundred eighty-one) new shares, each having a par value of EUR 1.- (one Euro), with payment of a share premium of EUR 94,900.- (ninety-four thousand nine hundred Euro) and to fully pay for these shares and share premium, by a contribution in kind consisting of 94,900 (ninety-four thousand nine hundred) shares issued by Corestate HIGHSTREET HoldCo S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the

laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 100,000.- (one hundred thousand Euro), whose registered office is at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 189428 (the "Contribution");

The Contribution represents a value in aggregate amount of EUR 36,758,281.- (thirty-six million seven hundred fifty-eight thousand two hundred eighty-one Euro).

Proof of the ownership by the Sole Shareholder of the Contribution has been given to the undersigned notary.

The Sole Shareholder declared that the Contribution is free of any pledge or lien or charge, as applicable, (except for the pledge currently existing on the Contribution) and that there subsist no impediments to the transferability of the Contribution to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

The Sole Shareholder further stated that a report has been drawn by the sole manager of the Company on 15 March 2016, wherein the Contribution is described and valued (the "Report").

The conclusions of the Report read as follows:

"Based on the work performed and described above, nothing has come to my attention that causes me to believe that the value of the Contribution does not correspond in number and par value at least to 36,663,381 (thirty-six million six hundred sixty-three thousand three hundred eighty-one) shares, with a par value of EUR 1.- each to be issued together with a total related share premium of EUR 94,900.-, hence a total consideration amounting to EUR 36,758,281.-".

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the 36,663,381 (thirty-six million six hundred sixty-three thousand three hundred eighty-one) new shares, with payment of a share premium in an aggregate amount of EUR 94,900.- (ninety-four thousand nine hundred Euro), as fully paid in shares to the Sole Shareholder.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article five (5) of the Company's articles of association.

Article 5 (5) of the Company's articles of association shall forthwith read as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 36,713,381.- (thirty-six million seven hundred thirteen thousand three hundred eighty-one Euro), represented by 36,713,381 (thirty-six million seven hundred thirteen thousand three hundred eighty-one) shares, each share having a par value of EUR 1.- (one Euro)."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 6,700.- (six thousand seven hundred Euro).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and German texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsechzehn, am fünfzehnten März,

vor Maître Edouard DELOSCH, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN,

Corestate HIGHSTREET TopCo Limited, eine nach dem Recht von Guernsey gegründete Gesellschaft, mit Gesellschaftssitz in Redwood House, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey, GY1 1WA, eingetragen im Gesellschaftsregister von Guernsey unter der Nummer 58829 (die „Alleingesellschafterin“),

hier vertreten durch Me Patrick CHANTRAIN, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt am 15. März 2016.

Vorbezeichnete Vollmacht wird nach Unterzeichnung durch die erschienene Person und den Notar dieser Urkunde als Anlage beigelegt bleiben.

Die Alleingesellschafterin hat den amtierenden Notar gebeten, zu beurkunden, dass die Alleingesellschafterin die alleinige Gesellschafterin der HIGHSTREET FinCo I S.à r.l. ist, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unterliegend dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital in Höhe von EUR 50.000.- (fünfzigtausend Euro), mit Gesellschaftssitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet gemäß Urkunde erstellt durch den amtierenden Notar vom 15. Dezember 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 21. Januar 2015 unter der Nummer 160 und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 193035 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Ge-

sellschaft wurde zuletzt abgeändert gemäß notarieller Urkunde des amtierenden Notars vom 8. Dezember 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 26. Februar 2016 unter der Nummer 583.

Die Alleingesellschafterin, wie vorstehend vertreten, erkennt ausdrücklich an, von den aufgrund der folgenden Tagesordnung zu fassenden Beschlüssen umfassende Kenntnis gehabt zu haben:

Tagesordnung

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von EUR 36.663.381,- (sechsdreißig Millionen sechshundertdreißigtausenddreihunderteinundachtzig Euro), um dieses von seinem derzeitigen Betrag in Höhe von EUR 50.000,- (fünfzigtausend Euro) auf EUR 36.713.381,- (sechsdreißig Millionen siebenhundertdreizehtausenddreihunderteinundachtzig Euro) zu bringen.

2. Schaffung von 36.663.381 (sechsdreißig Millionen sechshundertdreißigtausenddreihunderteinundachtzig) neuen Anteilen, mit einem Nennwert von je EUR 1,- (ein Euro), die die gleichen Rechte und Privilegien haben, wie in der Satzung der Gesellschaft beschrieben.

3. Annahme der Zeichnung der neu geschaffenen 36.663.381 (sechsdreißig Millionen sechshundertdreißigtausenddreihunderteinundachtzig) Anteile, zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 94.900,- (vierundneunzigtausendneuhundert Euro) und vollständige Einzahlung durch eine Sacheinlage.

4. Abänderung des Artikels fünf (5) der Satzung der Gesellschaft.

5. Verschiedenes.

Die Alleingesellschafterin hat den amtierenden Notar gebeten folgende Beschlussfassungen aufzunehmen:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin hat beschlossen, das Kapital der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von EUR 36.663.381,- (sechsdreißig Millionen sechshundertdreißigtausenddreihunderteinundachtzig Euro) zu erhöhen, um dieses von seinem derzeitigen Betrag in Höhe von EUR 50.000,- (fünfzigtausend Euro) auf EUR 36.713.381,- (sechsdreißig Millionen siebenhundertdreizehtausenddreihunderteinundachtzig Euro) zu bringen.

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin hat beschlossen, 36.663.381 (sechsdreißig Millionen sechshundertdreißigtausenddreihunderteinundachtzig) neue Anteile, mit einem Nennwert von je EUR 1,- (ein Euro) und mit den gleichen Rechten und Privilegien, wie in der Satzung der Gesellschaft beschrieben, zu schaffen.

Zeichnungen - Einzahlungen

Die Alleingesellschafterin, vertreten wie oben erwähnt, gab an, 36.663.381 (sechsdreißig Millionen sechshundertdreißigtausenddreihunderteinundachtzig) neue Anteile, mit einem Nennwert von je EUR 1,- (ein Euro), zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 94.900,- (vierundneunzigtausendneuhundert Euro), zu zeichnen (und diese neuen Anteile und Agio mittels Sacheinlage bestehend aus 94.900 (vierundneunzigtausendneuhundert) Anteilen der Corestate HIGH-STREET HoldCo S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unterliegend dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital in Höhe von EUR 100.000,- (einhunderttausend Euro), mit Gesellschaftssitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 189428, voll einzuzahlen (die „Sacheinlage“);

Die Sacheinlage hat einen Gesamtwert von EUR 36.758.281 (sechsdreißig Millionen siebenhundertachtundfünfzigtausendzweihunderteinundachtzig Euro).

Der Nachweis des Eigentums der Sacheinlage wurde dem unterzeichneten Notar durch die Alleingesellschafterin vorgelegt.

Die Alleingesellschafterin erklärt, dass die Sacheinlage frei von jeglichem Pfand, Zurückbehaltungsrecht oder Belastung ist, soweit anwendbar, (mit Ausnahme des bestehenden Pfands auf der Sacheinlage) und dass es keine Einschränkung betreffend der Übertragbarkeit der Sacheinlage an die Gesellschaft gibt, und dass wirksame Anweisungen gegeben worden sind um alle Benachrichtigungen, Registrierungen, und andere Formalitäten zu unternehmen, um eine rechtswirksame Übertragung der Sacheinlage an die Gesellschaft durchzuführen.

Die Alleingesellschafterin erklärt zudem, dass ein Gutachten vom alleinigen Geschäftsführer am 15. März 2016 erstellt wurde, in welchem die Sacheinlage beschrieben und geschätzt wurde (das „Gutachten“).

Die Schlussfolgerungen des Gutachtens lauten wie folgt:

„Auf Grundlage der wie oben beschriebenen, durchgeführten Arbeit, sind mir keine Sachverhalte bekannt geworden, die mich zu der Annahme veranlassen, dass der Wert der Sacheinlage nicht mindestens mit der Zahl und dem Nominalwert der 36.663.381 (sechsdreißig Millionen sechshundertdreißigtausenddreihunderteinundachtzig) Anteile, mit einem Nennwert von je EUR 1,-, auszugeben zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 94.900,-, also einem Gesamtbetrag in Höhe von EUR 36.758.281,-, übereinstimmt.“

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafterin hat beschlossen, vorbezeichnete Zeichnung und Einzahlung anzunehmen und die 36.663.381 (sechshundertsechzigtausenddreihundertachtzig) neuen Anteile, zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 94.900,- (vierundneunzigtausendneunhundert Euro), als voll einbezahlte Anteile der oben genannten Zeichnerin zuzuweisen.

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin hat beschlossen Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft abzuändern.

Artikel fünf (5) der Gesellschaftssatzung wird nunmehr wie folgt lauten:

„**Art. 5.** Kapital der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 36.713.381,- (sechshundertsechzigtausenddreihundertachtzig Euro), eingeteilt in 36.713.381 (sechshundertsechzigtausenddreihundertachtzig) Anteile, mit einem Nennwert von je EUR 1,- (ein Euro).“

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft in Zusammenhang mit vorliegender Urkunde entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr EUR 6.700,- (sechstausendsiebenhundert Euro).

WORÜBER Urkunde erstellt in Luxemburg am Datum, wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Partei diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des englischen vom deutschen Text der englische Text maßgebend ist.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Person, welche dem Notar mit Nachname, Vorname, Personenstand und Adresse bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die erschienene Person zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: P. CHANTRAIN, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 mars 2016. Relation: ILAC/2016/8693. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 17 mars 2016.

Référence de publication: 2016080828/191.

(160047268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

Kaya S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8151 Bridel, 55, rue de Schonfels.

R.C.S. Luxembourg B 204.574.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the ninth day of the month of March.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned:

THERE APPEARED:

Monsieur Joseph Robert DARNE, pensioner, born on 21 January 1945 in Rose-Hill, Mauritius, residing in “Les Briants”, Royal Road, Tamarin, Mauritius.

Such appearing party, represented as here above stated, has requested the notary to document the following articles of incorporation of a limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the relevant laws and the present articles:

Title I. Form - Name - Duration - Registered office - Purpose

Art. 1. There is hereby formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée), under the name of “KAYA S.à r.l.” (hereinafter the “Company”) which will be governed by Luxembourg laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended and by the present articles of incorporation.

Art. 2. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. The registered office of the Company is established in the municipality of Kopstal.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members and to any other place within the same municipality by means of a resolution of the board of managers or of the sole manager.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers or of the sole manager.

Art. 4. The purpose of the Company is investment, acquisition or sale of the real estate situated in Luxembourg and abroad, their rent and other exploitation, management and development by any means or in any form, as well as all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any Luxembourg or foreign enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase in any other way whatsoever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, create value for these securities and patents.

The company may borrow in any form whatsoever. The company may grant the companies of the group or its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the law of August 10, 1915.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are able to promote their development or extension.

Title II. Capital - Corporate units

Art. 5. The subscribed capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by two hundred (200) corporate units without designation of a nominal value.

Art. 6. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

A meeting of the members is called by means of an eight days prior convening notice by the chairman of the board of managers or by any two managers. The convening notice includes the agenda of the meeting.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the Company by a unanimous decision.

Resolutions in writing approved and signed by all members shall have the same effect as resolutions voted at a members' meeting.

Any member may participate in any meeting of the members by conference call or by other similar means of communication enabling all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The minutes of any such meeting shall however be approved and signed by all the members present at such a meeting.

Art. 7. Each unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

The units may be stapled to convertible instruments issued or to be issued by the Company in accordance with the terms and conditions of such instruments. Any member who transfers, sells, assigns, pledges or otherwise disposes of one or more of its units in the capital of the Company to a third party (or to the Company in the case of a redemption) is obliged to transfer a same proportion of his convertible instruments, to that same third party (or the Company, as applicable), in accordance with the applicable terms and conditions of the concerned convertible instruments.

The general meeting of the Company may accept contributions to the share premium account or other capital contributions without issuance of new units in the Company.

Art. 8. If the Company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the Company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 9. If the Company has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

The unit transfer inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital.

In the case of the death of a member the unit transfer to non-members is subject to the consent of owners of units representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

The Company may redeem its own corporate units.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The company's decision to redeem its own corporate units shall be taken by an unanimous vote of the members representing one hundred per cent (100 %) of the corporate capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the corporate capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 10. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

Art. 11. For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Company.

Title III. Administration

Art. 12. The Company shall be managed by one or several managers, who need not to be members of the company.

The managers are appointed and removed ad nutum by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates.

Art. 13. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing by letter, telefax or e-mail of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing by letter, telefax or e-mail another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing by letter, telefax or e-mail.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication enabling all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The minutes of any such meeting shall however be approved and signed by all the managers present at such a meeting.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 15. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law or the present articles to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with the prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any person or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers

and special mandates to any person who need not to be manager, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 16. Towards third parties the Company is validly bound by the joint signature of 2 (two) managers, or by the single signature of the sole manager, or by the joint or single signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the Company.

Art. 17. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 18. The accounting year of the Company shall begin on 1st January of each year and shall terminate on 31 December.

Art. 19. The annual accounts are drawn up by the managers as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Out of the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital of the Company.

The general meeting of members, upon recommendation of the managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Title IV. Winding up - Liquidation

Art. 20. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended and in accordance, as the case may be, with any convention signed under private seal between the members of the Company.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2016.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up, the appearing person Mr Joseph Robert DARNE, previously named, declares to subscribe to all the two hundred (200) corporate units without designation of a nominal value which have been fully paid up by a contribution in cash by the latter, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is as of now at the free disposal of the Company as has been proven to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Resolutions of the sole member

The prenamed sole member, representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 55, rue de Schonfels, L-8151 Bridel;
2. The number of managers is set at one (1);
3. The following person is appointed sole manager of the Company for unlimited duration, with powers as set out in article 16 of the Articles of Incorporation of the Company:

- Mrs Julie DARNE, born in Luxembourg, on 27 November 1980, residing in 55, rue de Schonfels, L-8151, Bridel.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, the said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le neuf mars.

Par devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Joseph Robert DARNE, né 21 janvier 1945 à Rose-Hill, Ile Maurice, demeurant à “Les Brisants”, Royal Road, Tamarin, Ile Maurice.

Lequel comparant a requis le notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée régie par les lois y relatives et les présents statuts.

Titre I^{er} . Forme - Dénomination - Durée - Siège - Objet

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de «KAYA S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Kopstal.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés et en toute autre lieu de la même commune en vertu d'une décision du conseil de gérance ou du gérant unique.

Il pourra être créé, par décision du conseil de gérance ou du gérant unique, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. La société a pour objet l'investissement, l'acquisition et la vente de biens immobiliers situés au Luxembourg ou à l'étranger, leur location ou exploitation par tout autre moyen, leur gestion et leur mise en valeur sous quelque forme que ce soit, ainsi que la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par deux cents (200) parts sociales sans désignation d'une valeur nominale.

Art. 6. Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'entière des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des associés se réunira sur convocation notifiée huit jours en avance par le président du conseil de gérance ou par deux des gérants nommés. La convocation énonce l'ordre du jour de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés et s'ils confirment qu'ils ont été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Sauf stipulation contraire contenue dans la loi, les décisions de l'assemblée générale des associés dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

Le capital et d'autres dispositions des présents statuts peuvent, à tout moment, être changés par l'associé unique ou par des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital. Les associés peuvent changer la nationalité de la Société par une décision unanime.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les associés ont le même effet que des résolutions votées en assemblée des associés.

Tout associé peut participer à toute réunion de l'assemblée par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les associés.

Art. 7. Chaque part donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société reconnaît une seule personne par part; si une part est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme en étant le seul propriétaire dans les relations avec la Société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif social et des bénéfices de la Société proportionnelle au nombre des parts existantes.

Les parts peuvent être attachées à des instruments convertibles émis ou à émettre par la Société selon les termes et les conditions générales de ces instruments. Tout associé qui transfère, vend, confère, met en gage ou cède une ou plusieurs de ses parts du capital social de la Société à une tierce partie (ou à la Société en cas de rachat) est obligé de transférer une proportion identique de ses instruments convertibles à la même partie tierce (ou à la Société selon le cas), selon les termes et les conditions générales des instruments convertibles concernés.

L'assemblée générale peut accepter des apports au compte de prime d'émission ou d'autres apports en capitaux propres sans émission de nouvelles parts sociales.

Art. 8. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine de l'alinéa 1^{er} sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Si la Société compte au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des non-associés est soumis à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de décès d'un associé le transfert de parts sociales à des non-associés est soumis à l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts (3/4) des droits appartenant aux survivants. Dans ce cas, cependant, l'agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayant droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. Administration

Art. 12. La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être des associés.

Les gérants sont désignés et librement révoqués par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs, rémunérations et durée des mandats.

Art. 13. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans la convocation.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance doit être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence pour lequel la nature des circonstances d'urgence doit être mentionnée dans la convocation. Cette convocation peut être écartée par l'accord écrit par lettre, télécopie ou e-mail de chaque gérant. Des convocations séparées ne sont pas requises pour des réunions individuelles tenues à des lieux et heures prescrites dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en donnant pouvoir à un autre gérant par écrit par lettre, télécopie ou e-mail.

Les votes pourront être également effectués par écrit par lettre, télécopie ou e-mail.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les gérants ont le même effet que des résolutions votées en réunions des gérants.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les gérants présents à une telle réunion.

Art. 14. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 15. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter tous actes d'administration et de disposition pour compte de la Société et dans l'intérêt de celle-ci.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la Société pour de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à toute autre personne ou à tout comité (dont les membres n'ont pas à être gérants) délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui ne doit pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 16. Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée par la signature conjointe de 2 (deux) gérants, par la signature individuelle du gérant unique, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne(s) à qui un pouvoir de signature a été délégué par la Société.

Art. 17. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Art. 18. L'année sociale commencera chaque année le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre.

Art. 19. A la fin de chaque exercice, le conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, déterminera l'affectation des bénéfices nets annuels.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 20. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par assemblée générale des associés décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Art. 21. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée et le cas échéant, conformément à toute convention conclue sous seing privé par les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2016.

Souscription et Paiement

Ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, le comparant prénommé Monsieur Joseph Robert DARNE a déclaré que l'intégralité des deux cents (200) parts sociales sans désignation de valeur nominale chacune, lesquelles ont été intégralement libérées par ce dernier moyennant un apport en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société ce dont il a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombant à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élèvent approximativement à la somme de mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique prénommé, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris immédiatement les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé à 55, rue de Schonfels, L-8151 Bridel;
2. Le nombre de gérants est fixé à un (1);
3. La personne suivante est nommée gérant unique de la Société à durée indéterminée, avec les pouvoirs tels que définis à l'article 16 des statuts de la Société:

- Madame Julie DARNE, née le 27 novembre 1980 à Luxembourg, résidant à L-8151 Bridel, 55, rue de Schonfels.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'à la demande du comparant en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire du comparant, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J.R. DARNE, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/7866. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016079500/366.

(160045177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Kensington UK Office (Glasgow) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, Avenue J.F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 197.635.

In the year two thousand and sixteen, on the eighth day of March.

Before us, Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Cains Trustees (Jersey) Limited, incorporated and registered with the Jersey Companies Registry under the registration number 114731 and Cains Fiduciaries (Jersey) Limited, incorporated and registered with the Jersey Companies Registry under the registration number 114717, both having their registered office at PO BOX 83, Ordnance House, 31 Pier Road, St Helier, Jersey JE4 8PW, acting in their capacity of joint trustees of Webb Business Parks Property Unit Trust,

here represented by Ariane Klaps, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 3rd March 2016.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Kensington UK Office (Glasgow) S.à r.l. a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand British pounds sterling (GBP 15,000.-), registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 197635 (hereinafter the "Company") and incorporated pursuant to a notarial deed dated 5 June 2015 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2089 on 14 August 2015. The articles of association have not been amended yet.

The Sole Shareholder, represented as stated above, then reviewed the following agenda:

Agenda

1. Dissolution and liquidation of the Company;
2. Discharge to be granted to the managers of the Company;
3. Appointment of a liquidator and determination of its powers; and
4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Shareholder takes, and requires the notary to enact, the following resolutions:

First resolution

In compliance with articles 141 to 151 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), the Sole Shareholder resolves to dissolve and liquidate the Company.

Second Resolution

The Sole Shareholder resolves to grant discharge and release from liability the managers of the Company for their conduct of the Company's affairs during their mandates.

Third Resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to appoint FIDES (Luxembourg) S.A., a Luxembourg société anonyme having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 41469, as liquidator of the Company (the “Liquidator”).

The Liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law, it being however specified that the Liquidator may not dispose of any real estate asset of the Company other than by way of distribution in specie to the Sole Shareholder. The Liquidator is relieved from drawing-up inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Company will be bound by the sole signature of the Liquidator.

The Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxyholders such powers as it determines and for the period as it thinks fit.

The Liquidator may distribute the Company's assets to the Sole Shareholder in cash and/or in kind in its sole discretion. Such distribution may take the form of one or more advance payments on future liquidation proceeds.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille seize, le huitième jour du mois de mars.

Par-devant nous, Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Cains Trustees (Jersey) Limited, constitué et inscrit auprès du Jersey Companies Registry sous le numéro d'enregistrement 114731, et Cains Fiduciaries (Jersey) Limited, constitué et inscrit auprès du Jersey Companies Registry sous le numéro d'enregistrement 114717, les deux ayant leur siège social à PO BOX 83, Ordnance House, 31 Pier Road, St Helier, Jersey JE4 8PW, agissant en leur capacité de trustees conjoints de Webb Business Parks Property Unit Trust,

ici représentée par Ariane Klaps, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 3 mars 2016. La procuration, signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique») de Kensington UK Office (Glasgow) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de quinze mille Livres Sterling anglaises (GBP 15.000,-), enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B197635 (ci-après la «Société») et constituée selon acte notarié du 5 juin 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2089 en date du 14 août 2015. Les statuts n'ont pas encore été modifiés.

L'Associé Unique, représenté comme mentionné ci-dessus, a examiné l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution et liquidation de la Société;
2. Quitus aux gérants de la Société;
3. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs; et
4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément aux articles 141 à 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'Associé Unique décide de dissoudre et de liquider la Société.

Deuxième résolution

L'Associé unique décide de donner quitus aux gérants de la Société pour la gestion des affaires sociales durant leurs mandats.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé unique décide de nommer FIDES (Luxembourg) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B41469, en tant que liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la Loi étant toutefois précisé que le Liquidateur ne peut céder aucun actif immobilier de la Société autrement que par une distribution en nature au profit de l'Associé Unique.

Le Liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

La Société est engagée par la seule signature du Liquidateur.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dont il fixera l'étendue et la durée.

Le liquidateur pourra distribuer, à sa discrétion, les actifs de la Société à l'Associé Unique en espèce et/ou en nature. Cette distribution pourra prendre la forme d'une ou plusieurs avances sur le boni de liquidation futur.

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. KLAPS, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8138. Reçu douze (12.-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Référence de publication: 2016082079/120.

(160048942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.